

## ADPEP DU GARD

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

**PKF Arsilon Commissariat aux Comptes**  
Société de commissariat aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

**ADPEP DU GARD**  
60 RUE PIERRE SEMARD  
30000 NIMES

Aux Membres,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADPEP DU GARD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06, exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mauguio, le 10 juin 2026



Le Commissaire aux comptes  
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Julien DUFRENE

BILAN ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements, Provisions	Net	Net
Frais d'établissement	0	0	0	0
<b>Immobilisation incorporelles</b>	<b>159 739</b>	<b>137 814</b>	<b>21 926</b>	<b>13 483</b>
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	142 343	137 814	4 529	13 483
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	17 396	0	17 396	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>22 512 313</b>	<b>14 087 079</b>	<b>8 425 234</b>	<b>8 184 040</b>
Terrains	70 477	0	70 477	70 477
Constructions	17 573 674	10 076 407	7 497 267	7 640 553
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 376 700	1 203 639	173 061	183 613
Autres immobilisations corporelles	3 299 255	2 807 033	492 222	266 684
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	192 206	0	192 206	22 713
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
<b>Immobilisations financières</b>	<b>317 474</b>	<b>0</b>	<b>317 474</b>	<b>279 471</b>
Participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	31 371	0	31 371	21 367
Prêts	278 464	0	278 464	250 865
Autres immobilisations financières	7 639	0	7 639	7 239
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>22 989 527</b>	<b>14 224 893</b>	<b>8 764 634</b>	<b>8 476 995</b>
<b>Stocks et en-cours</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Créances</b>	<b>815 026</b>	<b>9 313</b>	<b>805 713</b>	<b>915 875</b>
Créances clients, usagers et comptes rattachés	315 431	9 313	306 118	441 326
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0
Autres créances	174 602	0	174 602	138 091
Charges constatées d'avance	324 992	0	324 992	336 459
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>3 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
<b>Instruments financiers à terme et jetons détenus</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>4 798 661</b>	<b>0</b>	<b>4 798 661</b>	<b>5 611 096</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>8 613 687</b>	<b>9 313</b>	<b>8 604 374</b>	<b>8 526 972</b>
Frais d'émission des emprunts (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (V)	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)</b>	<b>31 603 214</b>	<b>14 234 206</b>	<b>17 369 008</b>	<b>17 003 966</b>



BILAN PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>488 978</b>	<b>488 978</b>
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	488 978	488 978
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
<b>Ecart de réévaluation</b>	<b>103 060</b>	<b>103 060</b>
<b>Réserves</b>	<b>577 677</b>	<b>584 454</b>
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	577 677	584 454
Autres	0	0
<b>Report à nouveau</b>	<b>(1 032 717)</b>	<b>(1 031 071)</b>
<b>Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) hors activité ESSMS</b>	<b>(43 065)</b>	<b>(8 424)</b>
<b>Sous-total 1 - Situation nette des activités propres</b>	<b>93 933</b>	<b>136 998</b>
Fonds propres sans droit de reprise	244 196	231 579
Fonds propres avec droit de reprise	77 204	89 821
Ecart de réévaluation	120 187	120 187
Réserves	6 444 137	6 315 880
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	755 554	1 177 823
Report à nouveau dont la prise en charge est différée	(964 369)	(929 021)
Report à nouveau des charges rejetées	(272 013)	(272 013)
<b>Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) des activités sociales et médico-sociales</b>	<b>209 016</b>	<b>(329 361)</b>
<b>Sous-total 2 - Situation nette des activités sous gestion contrôlée sociales et médico-sociales</b>	<b>6 613 911</b>	<b>6 404 895</b>
Fonds propres consommables	0	0
Subvention d'investissement	649 805	687 406
Provisions réglementées	114 426	111 760
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>7 472 076</b>	<b>7 341 059</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	1 751 116	1 415 189
<b>TOTAL FONDS DEDIES ET REPORTES (II)</b>	<b>1 751 116</b>	<b>1 415 189</b>
Provisions pour risques	39 258	193 416
Provisions pour charges	1 165 884	1 159 761
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)</b>	<b>1 205 142</b>	<b>1 353 177</b>
Emprunts obligataires et assimilés	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 367 971	4 236 194
Emprunts et dettes financières diverses	16 735	23 104
Instruments financiers à terme	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	808 756	847 822
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 610 437	1 681 864
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	105 685	43 168
Autres dettes	17 780	17 482
Produits constatés d'avance	13 311	44 907
<b>TOTAL DETTES D'EXPLOITATION (IV)</b>	<b>6 940 674</b>	<b>6 894 541</b>
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)	0	0
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I à V)</b>	<b>17 369 008</b>	<b>17 003 966</b>

Le résultat des activités sociales et médico-sociales 209 016 € comprend le résultat comptable des établissements sous gestion contrôlée pour 209 016 €

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	2 685	2 970
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de Prestations de services	378 453	385 971
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	329 445	321 280
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	16 434 077	15 877 788
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	16 434 077	15 877 788
Subventions d'exploitation	86 348	64 989
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	50	4 500
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	225 904	288 649
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 667	
Utilisation des fonds dédiés	436 885	439 924
Autres produits	327 130	137 043
<b>TOTAL (I)</b>	<b>17 894 198</b>	<b>17 201 832</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		0
Variation de stocks		0
Autres achats et charges externes	4 314 183	5 138 834
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	1 007 083	1 027 680
Salaires	7 606 370	7 201 828
Cotisations sociales	3 128 359	2 967 377
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	749 742	742 577
Dotations aux provisions	85 225	169 427
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	772 812	275 300
Autres charges	39 238	1 946
<b>TOTAL (II)</b>	<b>17 703 012</b>	<b>17 524 969</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>191 186</b>	<b>(323 136)</b>



COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
<b>Produits financiers</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	131 304	135 602
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL (III)</b>	<b>131 304</b>	<b>135 602</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	136 222	164 577
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>136 222</b>	<b>164 577</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>(4 918)</b>	<b>(28 975)</b>
<b>Produits exceptionnels (V)</b>	<b>0</b>	<b>79 964</b>
<b>Charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>2 667</b>	<b>44 762</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>(2 667)</b>	<b>35 201</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les sociétés (VIII)	17 650	20 874
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>18 025 502</b>	<b>17 417 398</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>17 859 550</b>	<b>17 755 182</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>165 952</b>	<b>(337 784)</b>
<i>dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>209 016</i>	<i>(329 361)</i>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	717 937	673 009
Bénévolat	82 810	83 584
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>	<b>800 747</b>	<b>756 593</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite des biens	717 937	673 009
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	82 810	83 584
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>	<b>800 747</b>	<b>756 593</b>



## **ANNEXE COMPTABLE**

### **Exercice 2025**

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers. Elle comporte des éléments d'informations complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et résultat de l'association. Ces éléments d'informations ne sont mentionnés que s'ils ont une importance significative.

L'exercice social clos le 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 17 369 008 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 165 952 euros.

Cette annexe se présente comme suit :

- Présentation de l'entité
- Faits caractéristiques de l'exercice
- Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice
- Règles et méthodes comptables générales
- Règles et méthodes comptables particulières au secteur social et médico-social
- Changements de méthode comptable

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

#### **1. PRESENTATION DE L'ENTITE**

L'association ADPEP 30 a pour objet social dans le cadre du projet fédéral :

- De contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale, en concourant au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale ;

- De contribuer à l'édification d'une société inclusive, permettant à chaque citoyen de jouer le rôle social qu'il souhaite ;
- D'apporter un accompagnement matériel, moral et social, aux enfants, aux adolescents, aux adultes, à leur famille, à leurs proches aidants tout particulièrement aux personnes en situation de pauvreté, de vulnérabilité ou de fragilité, d'exclusion sociale, de handicap ou de perte d'autonomie, ou ayant besoin d'une protection ;
- De participer à leur éducation, à leur formation et à leur insertion sociale et professionnelle dans une société inclusive ;
- De permettre à toute personne d'accéder à ses droits : à la santé, à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, aux loisirs, à une vie culturelle ou à des activités sportives afin de faciliter l'exercice de sa citoyenneté ;
- De participer au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social, culturel, de loisir, sportif, etc.

Les missions sociales de l'association réalisées conformément aux objectifs statutaires de celle-ci sont les suivantes :

- La création et la gestion d'établissements et de services à caractère sanitaire, médico-social, social, éducatif, culturel, sportif ;
- La création et le développement de dispositifs propres ou accompagnant les politiques publiques nationales ou locales comme : la prévention et la promotion de la santé, la lutte contre l'illettrisme, les mesures en faveur de l'emploi et de l'insertion des jeunes, de l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre l'exclusion et les discriminations, etc.
- L'organisation de campagne de solidarité et de dons dans le respect des obligations réglementaires de la FGPEP reconnue d'utilité publique.

#### Description des moyens mis en œuvre :

Les principaux moyens mis en œuvre par l'association afin de réaliser les activités décrites précédemment sont les suivants :

- La gestion de dix établissements médicaux-sociaux pour enfants et adultes handicapés financés par l'octroi d'une dotation globale de l'assurance maladies et du conseil départemental du Gard dans le cadre d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé en 2018,
- La gestion pendant l'été en partenariat avec le Conseil Départemental du Gard et la commune de Le Grau du Roi d'une plage équipée pour les personnes handicapées,
- La gestion en partenariats avec l'Education Nationale d'un service d'Aide Pédagogique à Domicile (S A P A D H E), qui permet aux enfants malades ou accidentés de continuer leur scolarité, à domicile ou en hospitalisation...

2025	ARS	CD 30	Autres départements	TOTAL
Dotation	13 274 052	2 144 781		15 418.833
Facturation prix journée		13 634	1 001 610	1 015 244
Total	13 274 052	2 158 415	1 001 610	16 434 077

## 2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

### EPRD :

L'association a déposé l'EPRD 2025 le 7 août 2025, il a été validé le 5 septembre par les autorités de tarification.

### CPOM :

Le CPOM entre l'ARS, le Conseil Départemental du Gard et l'ADPEP 30 a été prorogé d'un an jusqu'au 31 décembre 2023 par l'avenant n°1 signé le 1<sup>er</sup> juin 2023, puis jusqu'au 31 décembre 2024 par l'avenant n°2 signé en février 2024. En 2025, le CPOM s'est poursuivi sans signature d'avenant.

### Nouvelle organisation des directions :

En 2025, plusieurs modifications au niveau des directions des établissements ont été mises en place :

- sur le site de La Barandonne, M. Marque, directeur adjoint avec le soutien de M. Capitaine (directeur des CMPP) depuis le 1er janvier 2024, est devenu directeur à partir du 1er mars 2025,
- sur le site du DITEP Alès Cévennes, Mme Faucher, directrice adjointe avec le soutien de M. Lipinski (directeur des Aigues Marines) depuis le 1er janvier 2024, est devenue directrice au 1er janvier 2025,
- sur les CMPP, M. Capitaine a quitté ses fonctions le 2 mars. En attendant son remplaçant, une cheffe de service a été mise en poste sous la supervision de Mme Bardou, DRH et membre de la direction générale collégiale. M. Bourel a pris ses fonctions de directeur le 29 août.

### SEGUR :

2025 est la troisième année d'une application en année pleine des quatre revalorisations en lien avec le SEGUR et également la deuxième année d'une application en année pleine du SEGUR pour tous.

Globalement au niveau de l'ARS, les besoins ont tous été financés après l'octroi de crédits pérennes fin 2024 pour le SEGUR pour tous.

Au niveau du Conseil Départemental on constate en 2025 :

- Un manque de financement de 27 179 € du SEGUR pour tous au FAM,
- Un manque de financement de 18 268 € du SEGUR pour tous et de 5 582 € des précédentes revalorisations SEGUR au Foyer de Vie,
- Un manque de financement de 3 349 € des précédentes revalorisations SEGUR à l'handiplage Oasis.

### Projet de restructuration immobilière du site des Aigues Marines :

Le projet de réhabilitation immobilière des trois établissements du Grau du Roi s'est poursuivi et une nouvelle version a été élaborée à la demande des autorités de tarification (ARS et Conseil Départemental du Gard) afin d'intégrer des extensions de place pour la MAS et le FAM, des zones de refuge à l'étage et la construction d'un bâtiment administratif. Celle-ci s'élève à 7 900 000 €.

Les plans pluriannuels d'investissement ont été transmis aux autorités et les demandes de subvention ont été déposées :

- Subvention PAI 2025 (ARS) pour la MAS et le FAM : 1 000 000 €,
- Crédits non reconductibles 2025 ARS pour la MAS : 314 771 €,

- Subvention 2025 CD 30 pour le FAM : 783 862 €,
- Demande subvention PAI 2026 pour la MAS et le FAM : 335 226 €,
- Subvention 2026 CD 30 pour le Foyer de Vie : 549 593 €.

#### Achats locaux pour le siège social :

Le 6 octobre, les nouveaux locaux du siège social situés à Nîmes ont été achetés pour un montant de 371 634 €. Ils ont été financés par emprunt à hauteur de 350 000 € et par fonds propres pour le solde.

Des travaux de réaménagement et de peinture des bureaux ainsi que le câblage informatique et téléphonique, estimés à 46 000 € seront à réaliser avant le déménagement.

### **3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Après réalisation des travaux nécessaires dans les nouveaux locaux du siège social, le déménagement est programmé en juin 2026.

Le changement de logiciel de paye suspendu fin 2024 en raison du manque de disponibilité du prestataire va se poursuivre sur le 1<sup>er</sup> semestre 2026.

### **4. REGLES ET METHODES COMPTABLES GENERALES**

L'association ADPEP 30, personne morale de droit privé à but non lucratif et gestionnaire d'établissements et services sociaux et médico-sociaux, établit ses comptes annuels, relatifs à l'ensemble de ses activités, selon les règles hiérarchiques suivantes :

- le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général ;
- le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- le règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes 2025 intègrent les modifications consécutives à l'application du règlement ANC 2022-06 relatif au plan comptable général et à la modernisation de présentation des états financiers.

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Séparation des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

#### **4.1. Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué du prix d'achat après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement, augmenté des coûts directement attribuables à ces immobilisations, ou à leur coût de production.

Le cas échéant cette valorisation est augmentée des taxes non récupérables grevant le bien.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le poste immobilisations incorporelles est constitué principalement des logiciels acquis par l'association.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité :

- Concessions et droits similaires, brevets, licence	3 ans
- Construction gros œuvre	5 à 75 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 20 ans
- Matériel et outillage	2 à 20 ans
- Matériel de transport	3 à 7 ans
- Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
- Mobilier	5 à 10 ans
- Immobilisations par affectation excédent	10 à 20 ans
- Immobilisations grevées de droit	70 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. (Arrêté interministériel du 26 décembre 2005).

#### **4.2. Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat (après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement), hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée au prix d'achat moyen pondéré ou selon la méthode "premier entré - premier sorti".



#### **4.3. Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### **4.4. Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'entrée, catégorie par catégorie. La méthode retenue lors des cessions de V.M.P. est la méthode du premier entré premier sorti (FIFO). A la clôture de l'exercice, la valeur d'entrée est comparée à la valeur probable de réalisation à la clôture, valeur communiquée par les organismes bancaires. Si cette dernière est inférieure au coût d'entrée, il est pratiqué une dépréciation.

#### **4.5. Disponibilités et concours bancaires courants**

Les disponibilités et concours bancaires sont évalués en date de clôture à leur valeur d'inventaire.

#### **4.6. Cotisations sans contrepartie**

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de leur encaissement effectif

### **5. REGLES ET METHODES COMPTABLES PARTICULIERES AU SECTEUR SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL**

Les particularités comptables font l'objet des commentaires ci-après :

#### **5.1. Résultat de l'exercice**

Conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité et la position de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, la reprise des déficits et excédents est sans incidence sur le compte de résultat. L'application de cette recommandation conduit à faire la distinction entre le compte de résultat obéissant aux règles comptables (M22) et le compte administratif présenté à l'autorité de tutelle.

Le tableau de passage (en annexe 6) établit la correspondance entre le résultat comptable et le résultat administratif.

#### **5.2. Provision pour risques et charges, provisions réglementées et fonds dédiés**

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions ou des contributions financières, affectés à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectés », les financements reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture.
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Les tableaux présentés en annexe 9 et 10, décrivent l'état de ces provisions et fonds dédiés.

### **5.3. Engagements de retraite et avantages assimilés**

#### *Méthode de calcul de l'engagement*

L'ADPEP 30 n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite.  
Les hypothèses de calculs sont les suivantes :

Les calculs de l'engagement de retraite ont été effectués à partir de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Taux d'actualisation : 3.96 %

Taux de croissance des salaires 1.80 %

Age de départ à la retraite : 67 ans

Taux de rotation du personnel 18-35 ans (75%), 36-50 ans (85%), 50-65 ans (95%)

Table de taux de mortalité : Table INSEE

Taux de charges sociales : 58 %

L'évaluation de l'engagement relatif aux indemnités de départ à la retraite varie chaque année en fonction de plusieurs critères dont le taux d'actualisation.

Le montant des engagements de retraite s'élève à 1 013 789 euros. Il est couvert intégralement par :

- Provision pour IDR : 992 976 euros
- Excédent pour IDR : 14 377 euros
- CNR pour IDR : 6 439 euros

Mouvement de l'exercice :

La provision pour charges comptabilisée au titre de l'exercice est de 28 611 euros.

La reprise de provision pour IDR utilisée est de 26 955 euros.

Le tableau présenté en annexe 14, décrit l'état de l'engagement retraite par établissement.

### **5.4. Prestations réciproques**

La présentation des comptes de l'Association nous conduit à des retraitements comptables.  
Dans le compte de résultat, les prestations internes sont neutralisées.

Ces montants s'élèvent au 31.12.2025 à :

- Prestations avec le siège : 506 499 €
- Prestations réciproques : 6 509 €

### **5.5. Méthodes de quantification et de valorisation retenues**

Le bénévolat correspond aux heures de présence des administrateurs de l'association.

Pour les administrateurs, nous avons recensé les heures sur la base d'une enquête et valorisé ces présences en appliquant un taux horaire chargé équivalent à celui des cadres de direction de l'association, soit 1 274 h x 65 €.

Les prestations en nature sont les locaux mis à disposition gratuitement à l'association.

La valeur locative annuelle est déterminée comme suit : Surface x prix moyen locatif au mètre carré.

## **6. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES**

Les comptes 2025 intègrent les modifications consécutives à l'application du règlement ANC 2022-06 relatif au plan comptable général et à la modernisation de présentation des états financiers.

Les changements comptables se traduisent dans les comptes de la manière suivante :

Bilan actif : le poste "charges constatées d'avance" apparaît désormais dans la catégorie "Actif Circulant" et non plus "Actif Circulant - Divers".

Compte de résultat :

- Nouvelle définition du résultat exceptionnel
- Suppression des transferts de charges :
  - \* Refacturations diverses : inscription en 708 - Produits des activités annexes
  - \* Remboursements reçus directement en compensation de charges de personnel : inscription en 649 - Remboursement des charges de personnel
  - \* Indemnités d'assurance : inscription en 7587 - Indemnités d'assurance
- Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat ne figurent plus en résultat exceptionnel mais en résultat d'exploitation au compte 747.

# ANNEXE 1

Immobilisations (Valeurs brutes)	Immobilisations au 31 décembre 2024	Augmentations	Diminutions	Immobilisations au 31 Décembre 2025
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	114 138			114 138
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	28 205			28 205
Immobilisations incorporelles en cours	17 396			17 396
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>159 739</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>159 739</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	70 477			70 477
Agencements et aménagements des terrains				
Constructions sur sol propre	13 184 207	371 634		13 555 841
Constructions sur sol d'autrui	3 818 645	208 083	8 895	4 017 833
Installations générales agencements aménagements construction	1 376 086	12 740		1 388 826
Installations, matériel et outillage techniques	1 352 981	45 392	21 673	1 376 700
Autres immobilisations corporelles	1 752 512	174 639	16 723	1 910 429
Matériel de transport	457 439	58 280		515 718
Matériel de bureau et matériel informatique, Mobilier	954 007	113 490	16 723	1 050 774
Matériel divers	341 066	2 870		343 936
Immobilisations corporelles en cours	5 317	189 218	2 328	192 206
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>21 560 226</b>	<b>1 001 707</b>	<b>49 619</b>	<b>22 512 313</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	21 367	10 004		31 371
Prêts, autres immobilisations financières	258 104	32 764	4 765	286 103
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>279 471</b>	<b>42 768</b>	<b>4 765</b>	<b>317 474</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATION</b>	<b>21 999 436</b>	<b>1 044 475</b>	<b>54 384</b>	<b>22 989 527</b>

## ANNEXE 2

Amortissements	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement Indiquer, le cas échéant, la fouchette retenue	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés au 31/12/2024	Augmentations Dotations 2025	Diminutions 2025	Amortissements cumulés au 31/12/2025
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement	3 ans	Linéaire	100 655	8 954		109 609
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim. Fonds commercial	3 ans	Linéaire	28 205			28 205
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
<b>TOTAL amortissements des immob. incorporelles</b>			<b>128 859</b>	<b>8 954</b>	<b>0</b>	<b>137 814</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains						
Agencements et aménagements des terrains						
Constructions sur sol propre	10 à 50 ans	Linéaire	7 619 565	360 779		7 980 344
Construction sur sol d'autrui	10 à 50 ans	Linéaire	1 944 844	180 114	8 895	2 098 063
Installations générales agencements aménagements construction	5 à 45 ans	Linéaire	1 173 977	47 344		1 221 320
Installations, matériel et outillage techniques	5 à 10 ans	Linéaire	1 169 388	55 944	21 673	1 203 639
Autres immobilisations corporelles			1 485 829	116 607	16 723	1 585 713
Matériel de transport	5 à 7 ans	Linéaire	381 278	36 939		418 217
Matériel de bureau et matériel informatique, Mobilier	3 à 10 ans	Linéaire	781 044	77 907	16 723	842 228
Matériel divers	5 à 10 ans	Linéaire	323 507	1 761		325 268
Immobilisations corporelles en cours						
<b>TOTAL amortissements des immob. corporelles</b>			<b>13 393 582</b>	<b>740 788</b>	<b>47 291</b>	<b>14 087 079</b>
<b>Immobilisations financières</b>						
Participations et créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres						
<b>TOTAL dépréciations des immobilisations financières</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>			<b>13 522 441</b>	<b>749 742</b>	<b>47 291</b>	<b>14 224 893</b>



### ANNEXE 3

Libellé	Montant brut 2025			
<b>CREANCES (a)</b>		<b>ECHEANCES</b>		
Créances de l'actif immobilisé :		à 1 an au +	à + d'1 an	
Créances rattachées à des participations				
Prêts	278 464	14 582	263 882	
Autres immobilisations financières	7 639		7 639	
Créances de l'actif circulant :				
Créances clients et comptes rattachés	315 431	315 431		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques				
Autres	174 602	174 602		
Charges constatées d'avance	324 992	68 858	256 135	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>1 101 129</b>	<b>573 473</b>	<b>527 656</b>	
<b>DETTES (b)</b>		<b>ECHEANCES</b>		
		à 1 an au +	à + d'1 an	à + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	4 367 971	257 670	1 082 373	3 027 928
Emprunts et dettes financières divers	16 735	16 735		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	808 756	808 756		
Personnel et comptes rattachés	643 574	643 574		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	855 958	855 958		
Etat et autres collectivités publiques	110 905	110 905		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	105 685	105 685		
Autres dettes	17 780	17 780		
Produits constatés d'avance	13 311	13 311		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>6 940 674</b>	<b>2 830 373</b>	<b>1 082 373</b>	<b>3 027 928</b>
Emprunts souscrits sur l'exercice	350 000			
Remboursements d'emprunts sur l'exercice	216 473			

#### ANNEXE 4

DETAIL des CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
ETABLISSEMENT	MONTANT
ITEP Alès Cévennes	273 175
IME La Barandonne	5 758
CMPP Alès	2 705
CMPP Bagnols	3 323
CMPP Nîmes	4 519
FAM Les Aigues Marines	6 970
FO Les Aigues Marines	8 949
MAS Les Aigues Marines	12 608
SESSAD La Barandonne	1 145
SESSAD Alès Cévennes	4
Siège Gestion Propre	24
Siège SMS	5 810
<b>Total</b>	<b>324 992</b>

**ANNEXE 5**

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	TRANSFERT	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	488 978		12 617	(12 617)		488 978
Fonds propres avec droit de reprise	0					0
Ecart de réévaluation	103 060					103 060
Réserves	584 454	(6 777)				577 677
Report à nouveau	(1 031 071)	(1 647)				(1 032 717)
Excédent ou déficit de l'exercice	(8 424)	8 424			(43 065)	(43 065)
<b>Situation nette des activités propres</b>	<b>136 998</b>	<b>0</b>	<b>12 617</b>	<b>(12 617)</b>	<b>(43 065)</b>	<b>93 933</b>
Fonds propres sans droit de reprise des activités sous gestion contrôlée	231 579		12 617			244 196
Fonds propres avec droit de reprise des activités sous gestion contrôlée	89 821			(12 617)		77 204
Ecart de réévaluation	120 187					120 187
Réserves des activités sous gestion contrôlée	6 315 880	128 257				6 444 137
Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	1 177 823	(422 270)				755 554
Report à nouveau dont la prise en charge est différée	(929 021)	(35 348)				(964 369)
Report à nouveau des charges rejetées	(272 013)					(272 013)
Excédent ou déficit de l'exercice	(329 361)	329 361			209 016	209 016
<b>Situation nette des activités sous gestion contrôlée</b>	<b>6 404 895</b>	<b>0</b>	<b>12 617</b>	<b>(12 617)</b>	<b>209 016</b>	<b>6 613 911</b>
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	687 406		2 870	(40 472)		649 805
Provisions réglementées	111 760		2 667			114 426
<b>TOTAL</b>	<b>7 341 059</b>	<b>0</b>	<b>30 770</b>	<b>(65 705)</b>	<b>165 952</b>	<b>7 472 076</b>

# ANNEXE 6

## PASSAGE DU RESULTAT COMPTABLE AU RESULTAT ADMINISTRATIF 2025

ETABLISSEMENT	CONV	RESULTATS COMPTABLES	DEPENSES NON OPPOSABLES	REPRISE RESULTATS ANTERIEURS	RESULTATS ADMINISTRATIFS
Siège SMS	Secteur conventionné	122 777	(225)		122 552
CMPP Alès	Secteur conventionné	70 440	(11 977)	18 300	76 763
CMPP Bagnols	Secteur conventionné	25 862	(5 430)	20 098	40 531
CMPP Nîmes	Secteur conventionné	(31 280)	(15 682)	20 011	(26 951)
ITEP Alès Cévennes	Secteur conventionné	235 883	7 063	20 000,00	262 946
SESSAD Alès Cévennes	Secteur conventionné	107 433	1 182		108 615
IME La Barandonne	Secteur conventionné	(60 834)	(6 957)	26 870	(40 921)
SESSAD La Barandonne	Secteur conventionné	5 321	1 760		7 081
FAM Les Aigues Marines	Secteur conventionné	11 519	1 960		13 479
MAS Les Aigues Marines	Secteur conventionné	(180 228)	14 623	11 107	(154 498)
FO Les Aigues Marines	Secteur conventionné	(98 096)	(12 069)		(110 165)
Handiplage - L'Oasis	Secteur conventionné	218			218
<b>TOTAL GESTION CONTROLEE</b>		<b>209 016</b>	<b>(25 752)</b>	<b>116 386</b>	<b>299 651</b>
Siège Gestion Propre	Secteur non conventionné	(45 979)			(45 979)
Les Aigues Marines 2	Secteur non conventionné	2 915			2 915
<b>TOTAL GESTION PROPRE</b>		<b>(43 065)</b>	<b>0</b>		<b>(43 065)</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>165 952</b>	<b>(25 752)</b>	<b>116 386</b>	<b>256 586</b>

**ANNEXE 7**

**REPORTS A NOUVEAU**

ETABLISSEMENT	Report à nouveau gestion propre	Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	Report à nouveau dont la prise en charge est différée	Report à nouveau des charges rejetées	Total
Siège SMS		119 387	(58 617)		60 770
CMPP Alès		82 677	(55 778)		26 899
CMPP Bagnols		80 098	(55 864)	(9 500)	14 734
CMPP Nîmes		80 011	(67 694)	(4 684)	7 633
ITEP Alès Cévennes		20 000	(79 404)	(32 278)	(91 682)
SESSAD Alès Cévennes			(16 538)		(16 538)
IME La Barandonne		533 642	(161 992)	(16 828)	354 822
SESSAD La Barandonne			(22 466)		(22 466)
FAM Les Aigues Marines		43 687	(135 625)	(89 617)	(181 555)
MAS Les Aigues Marines		16 854	(200 086)	(68 654)	(251 886)
FO Les Aigues Marines		(221 325)	(110 305)	(50 453)	(382 082)
Handiplage - L'Oasis		522			522
Siège Gestion Propre	(751 363)				(751 363)
Les Aigues Marines 2	(281 355)				(281 355)
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>(1 032 717)</b>	<b>755 554</b>	<b>(964 369)</b>	<b>(272 013)</b>	<b>(1 513 545)</b>



ANNEXE 8

SUBVENTION D'INVESTISSEMENTS				SUBVENTION D'INVESTISSEMENTS INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT				
ETABLISSEMENTS	VALEURS BRUTES EN DEBUT D'EXERCICE (COTE 131)	VARIATION SUBVENTION	SOLDE AU 31/12/2025 (COTE 131)	VALEURS BRUTES EN DEBUT D'EXERCICE (COTE 139)	VARIATION	SUBVENTIONS INSCRITES AU COTE DE RESULTAT	SOLDE AU 31/12/2025 (COTE 139)	SOLDE NET AU 31/12/2025
ITEP Alès Cévennes	3 215 €	2 870 €	6 085 €	638 €		542 €	1 179 €	4 906 €
IME La Barandonne	45 873 €		45 873 €	41 275 €		1 219 €	42 494 €	3 379 €
MAS Les Aigues Marines	1 300 000 €		1 300 000 €	619 769 €		38 711 €	658 480 €	641 520 €
TOTAL	1 349 088 €	2 870 €	1 351 959 €	661 682,31 €		40 472 €	702 154 €	649 805 €

# ANNEXE 9

Provisions	Au 31/12/2024	Transferts comptes	Augmentations : Dotations 2025	Diminutions : Reprises 2025		Au 31/12/2025
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions Réglementées						
141 - Destinées à la couverture du Besoin en Fonds de Roulement	0					0
142 - Pour renouvellement des Immobilisations	0					0
144 - Relatives aux autres éléments de l'actif	0					0
145 - Amortissements dérogatoires	0					0
146 - Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	0					0
147 - Plus-values réinvesties (établissements privés)	0					0
148 - Autres provisions réglementées	111 760		2 667			114 426
14861 - dont réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé	96 660		2 667			99 327
14862 - dont réserves des plus-values nettes d'actif circulant	15 099					15 099
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	111 760		2 667	0		114 426
Provisions pour Risques et Charges						
151 - Provisions pour Risques	193 416		39 258	153 416	40 000	39 258
152 - Provisions pour Charges		1 159 761	38 611	9 770	22 718	1 165 884
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ets privés)	991 320	-991 320				0
155 - Provisions pour Impôts (établissements privés)	0					0
157 - Provisions pour Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices	130 563	-130 563				0
158 - Autres Provisions pour Charges	37 879	-37 879				0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 353 177	0	77 869	163 186		1 205 142
Dépréciations						
29 - Dépréciation des Immobilisations						0
39 - Dépréciation des Stocks et En-Cours						0
49 - Dépréciation des Comptes de Tiers	1 958		7 355			9 313
59 - Dépréciation des Comptes Financiers						0
TOTAL DEPRECIATIONS	1 958		7 355	0		9 313

**ANNEXE 10**

VARIATIONS DES FONDS DÉDIÉS ISSUES DE :	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS DE L'EXERCICE	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements aux autorités		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Fonds dédiés à l'investissement</b>	<b>1 052 488</b>	<b>314 771</b>	<b>(114 297)</b>	<b>0</b>	<b>21 500</b>	<b>1 274 462</b>	<b>0</b>
MAS - OPERATIONS 2010	158 599		(9 987)			148 612	
MAS - OPERATIONS 2011	150 887		(8 308)			142 579	
MAS - APPARTEMENT 2015	2 100		(1 400)			700	
MAS - VEHICULE ADAPTES 2017	15 604		(11 290)			4 314	
MAS - POLE MEDICAL et OUVERTURES 2020	98 338		(6 694)			91 644	
MAS - RESTRUCTURATION IMMO. MAS 2025		314 771				314 771	
CMPP ALES - CLIMATISATION 2017	6 587		(2 196)			4 392	
CMPP BAGNOLS - CHAUDIERE 2015	4 478		(2 604)			1 874	
CMPP BAGNOLS - TEST 2016	2 297		(996)			1 301	
CMPP BAGNOLS - USAGER ALES 2018	10 638		(1 700)			8 938	
CMPP BAGNOLS - CLIMATISATION 2019	17 508		(2 770)			14 738	
CMPP NIMES - TEST/CLIM 2016	6 826		(1 900)			4 926	
ITEP AC - CLIMATISATION 2015	3 348		(2 675)			673	
ITEP AC - SECURISATION INFORMATIQUE 2023	10 694		(7 072)			3 622	
SESSAD AC - BUREAU+VEHICULE 2022	9 976		(2 651)			7 324	
IME - INVESTISSEMENTS 2011	120 539		(8 292)			112 247	
IME - INVESTISSEMENTS 2013	214 732		(14 772)			199 961	
IME - G2 + DEMENAGEMENT ALES 2013	44 533		(3 063)			41 470	
IME - CHAUFFERIE 2014	81 250		(7 500)			73 750	
IME - TERRASSES 2015	9 320		(3 745)			5 575	
IME - RESEAUX EAUX 2016	15 107		(5 820)			9 287	
IME - SECURITE 2017	6 824		(2 672)			4 152	
IME - SECURITE GARDE CORPS 2018	12 285		(2 000)			10 285	
IME - CONFORM. ELECT. 200	10 191		(1 534)			8 657	
IME - BORNES INCENDIE 2022	19 905		(2 352)			17 553	
IME - SECURITE GARDES CORPS 2023	19 922		(304)			19 618	
IME - Transfert Communauté 360 pour Snoezelen et jeux					21 500	21 500	
<b>Fonds dédiés à l'exploitation</b>	<b>362 701</b>	<b>458 041</b>	<b>(322 588)</b>	<b>0</b>	<b>(21 500)</b>	<b>476 654</b>	<b>32 928</b>
MAS - CNR FORMATION 2017	2 944					2 944	
MAS - CNR IDR 2010	6 439					6 439	6 439
MAS - CNR CONTRACTUALISATION / COOPERATION POUR CPOM 2021	25 489					25 489	25 489
MAS - SECURISATION SI 2023	6 121					6 121	
MAS - CNR SITUATION CRITIQUE 2024	108 353		(108 353)			0	
MAS - CNR SITUATION CRITIQUE 2025 JR		139 456	(6 262)			133 194	
MAS - CNR SITUATION CRITIQUE 2025 LB		58 805	(30 364)			28 441	
MAS - FIR SINISTRALITE 2025		75 000				75 000	
FAM - CNR SITUATION CRITIQUE 2025 MM		48 810	(42 416)			6 394	
CMPP ALES - SURCOUT DIRECTION CMPP 2012 REAFF. EVALUATION (accord ARS 10/2019)	1 730		(1 730)			0	
CMPP BAGNOLS - FORMATION TSA 2021	142		(142)			(0)	
CMPP NIMES - CNR FORMATION TSA 2021	33		(33)			0	
ITEP AC - CNR EVALUATION 2010	8 055		(8 055)			0	
ITEP AC - CNR solde prime COVID 2020	1 000					1 000	1 000
ITEP AC - CNR FORMATION PROJET ETS 2022	440					440	
IME - COMMUNAUTE 360 2020 ET 2021 réaffectés	40 066		(13 766)		(21 500)	4 800	
IME - CNR ELECTRICITE 2021	1 558		(588)			970	
IME - CNR TRANSPORT +ACCOMPAGNEMENT KP 2023	20 452		(20 452)			0	
IME - CNR TRANSPORT +ACCOMPAGNEMENT KP 2024	76 000		(40 189)			35 811	
IME - CNR SITUATION COMPLEXE LP 2024	40 000		(40 000)			0	
IME - CNR SITUATION COMPLEXE E 1ER SEMESTRE 2024	11 580		(4 504)			7 076	
IME - CNR FORMATION TND	12 300		(5 735)			6 565	
IME - CNR SITUATION COMPLEXE LH 2025		34 864				34 864	
IME - CNR SITUATION COMPLEXE LP 2026		34 864				34 864	
IME - CNR TRANSPORT +ACCOMPAGNEMENT KP 2025		66 242				66 242	
<b>TOTAL</b>	<b>1 415 189</b>	<b>772 812</b>	<b>(436 885)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 751 116</b>	<b>32 928</b>

## ANNEXE 11

### CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	16 735
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	283 697
Dettes fiscales et sociales	1 006 526
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	1 306 958

### PRODUITS A RECEVOIR

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances usagers et comptes rattachés	12 744
Autres créances	86 767
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	398 197
Total	497 708

## ANNEXE 12

### RETRAITEMENT des FRAIS de SIEGE

<b>Facturation totale frais de siège</b>	<b>406 179</b>
--	----------------

	<b>COMPTE</b>
	<b>65560000</b>
CMPP Alès	31 063
CMPP Bagnols	33 271
CMPP Nîmes	33 557
ITEP Alès Cévennes	67 136
SESSAD Alès Cévennes	5 000
IME La Barandonne	78 988
SESSAD La Barandonne	8 883
FAM Les Aigues Marines	39 491
MAS Les Aigues Marines	57 688
FO Les Aigues Marines	51 102
Handiplage - L'Oasis	
Siège Gestion Propre	
Les Aigues Marines 2	
	<b>406 179</b>



## ANNEXE 13

### DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Charges exceptionnelles	Montant
Amendes et pénalités	
Autres charges exceptionnelles exercice courant	
Charges sur exercice antérieur	
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	
Dotation aux amortissements exceptionnels	
Dotation de provisions règlementées sur réserves de PV actif	2 667
<b>Total</b>	<b>2 667</b>

Produits exceptionnels	Montant
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits sur exercices antérieurs	
Produits de cession des éléments d'actif	
Quote part subvention virée au compte de résultat	
Reprise de provisions règlementées	
<b>Total</b>	<b>0</b>

<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-2 667</b>
------------------------------	---------------

## ANNEXE 14

## ENGAGEMENT RETRAITE 2025

ETABLISSEMENT	ENGAGEMENT TOTAL	COMPTABILISE EN #1521	COMPTABILISE EN #1922	COMPTABILISE EN #1150303
Siège SMS	21 246	21 246		
CMPP Alès	47 258	42 882		4 377
CMPP Bagnols	62 161	62 161		
CMPP Nîmes	64 136	64 136		
ITEP Alès Cévennes	120 695	120 695		
SESSAD Alès Cévennes	32 472	32 472		
IME La Barandonne	168 410	168 410		
SESSAD La Barandonne	23 893	23 894		
FAM Les Aigues Marines	135 491	125 491		10 000
MAS Les Aigues Marines	210 065	203 627	6 439	
FO Les Aigues Marines	125 252	125 252		
Handiplage - L'Oasis				
Siège Gestion Propre	2 710	2 710		
Les Aigues Marines 2				
<b>Total</b>	<b>1 013 789</b>	<b>992 976</b>	<b>6 439</b>	<b>14 377</b>

## ANNEXE 15

<b>EFFECTIF MOYEN 2025</b>
----------------------------

EFFECTIF MOYEN	PERSONNEL SALARIE
Cadres, Agents de maîtrise et Techniciens, Employés, Ouvriers	216,12

Les 216,12 ETP sont répartis pour

- 0,55 ETP sur la Gestion Propre
- 215,57 ETP sur la Gestion Conventionnée

# ANNEXE 16

## INVENTAIRE DU PORTEFUILLE DE VALEUR MOBILIERES

Désignation	Date d'achat	Prix d'achat	Cours au 31/12/2025	Plus ou moins value latente
AG2R LA MONDIALE ASTER EXCELLENCE CAPI II INDOSUEZ LMP AS	23/12/2015	2 000 000	2 381 329	381 329
SOGELIFE PERSONAL MULTISUPPORT CONTRAT CAPITALISATION CC	29/09/2025	1 000 000	1 006 420	6 420

Les participations aux bénéfices 2025 des contrast AG2R La Mondiale (CAPI II) et SOGELIFE ont été comptabilisées en intérêts à recevoir.

## ANNEXE 17

### **Rémunération des dirigeants**

Les membres du conseil d'administration, du bureau, de l'assemblée générale, sont bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat.

Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'organisme gestionnaire (OG).

L'OG salarie une directrice financière, une directrice des ressources humaines et des directeurs d'établissement. Le montant des rémunérations allouées est établi sur la base des conventions collectives et des rémunérations spécifiques décidées par l'organe délibérant (voir art. 313-25 du code de l'action sociale et des familles).

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux trois plus hauts cadres dirigeants ou salariés, s'est élevé à 314 415 €.

### **Honoraire du commissaire aux comptes**

	PKF ARSILON Montpellier
Honoraires afférents à la certification des comptes	34 560 €
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>34 560 €</b>

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES			
Dettes	Montant à la clôture de l'exercice	Montant garanti	Objet
CREDIT FONCIER PLS FO	352 171 €	1 065 569 €	Garantie 100% Commune Grau du Roi
CREDIT FONCIER PLS Opération 1 MAS-FAM-FO	1 707 905 €	2 701 012 €	Garantie 100% Commune Grau du Roi
CREDIT FONCIER PLS Opération 2 MAS-FAM-FO	1 270 905 €	2 051 850 €	Garantie 100% Commune Grau du Roi
CREDIT AGRICOLE FO	230 416 €	476 000 €	Nantissement contrat capitalisation CA Indosuez
CAISSE DES DEPOTS IME	458 323 €	804 076 €	Garantie 100% Commune Pont Saint Esprit
CREDIT COOPERATIF SIEGE SMS	347 977 €	350 000 €	Cautions 50% Compagnie européenne de garantie et cautions
	<b>4 367 698 €</b>	<b>7 448 507 €</b>	